



**METROPOLE NICE COTE D'AZUR**



**COMMUNE DE CARROS**

---

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES

# **PLAN LOCAL D'URBANISME**

**APPROUVE LE 21 JUIN 2013**

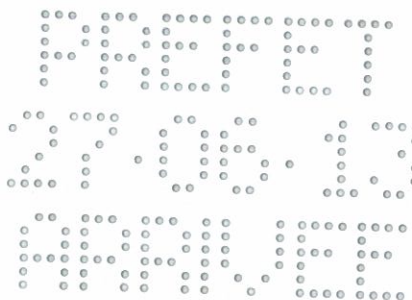
**MODIFIE LE 11 SEPTEMBRE 2015**

**6.A.1.b**

**Liste des Servitudes d'Utilité  
Publique**

MISE A JOUR N° 2 EFFECTUEE LE .....





## CARROS

### A<sub>5</sub> – CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales).

#### Textes de réglementation générale

- Code rural et de la pêche maritime, art. L152-1 et L152-2, art. R152-1 à R152-15

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

- La servitude oblige les propriétaires et leurs ayants droit à s'abstenir de tout faire de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.
- Si le rejet d'une demande de permis de construire a pour motif l'exercice du droit de servitude dans la parcelle considérée, son propriétaire peut requérir son acquisition totale par le maître de l'ouvrage, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.
- Si le permis de construire est accordé sous réserve d'un déplacement des canalisations, les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.
- La servitude donne à son bénéficiaire le droit :
  - d'enfouir dans une bande de terrain dont la largeur est fixée par le préfet, mais qui ne pourra dépasser 3 mètres, une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre étant respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après les travaux ;
  - d'essarter, dans la bande de terrain mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, dans une bande plus large déterminée par l'arrêté préfectoral, les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation ;
  - d'accéder au terrain dans lequel la conduite est enfouie, les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès ;
  - d'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation.

#### Étendue de la servitude

- Les abords immédiats des canalisations sur une bande de 3 m de largeur pouvant être étendue par arrêté préfectoral,
- Les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenants aux habitations.

#### Personne ou service à consulter

- Compagnie concessionnaire pour la distribution de l'eau potable.
- Mairie et service compétent pour les autres canalisations.

| Types de canalisations  | Actes ayant institué les servitudes               |
|---|---|
| – Toute canalisation existante (voir plans des annexes sanitaires ci-annexé n° 6C2 et 6C3)                    | – Conventions amiables<br>– Arrêtés préfectoraux. |
| <div style="text-align: center;"> <b>ARRIVÉ</b><br/> <b>03 SEP. 2012</b><br/> <b>D.D.T.M./S.T.E.M.</b> </div> |   |



**AC<sub>2</sub> – PROTECTION DES SITES NATURELS ET URBAINS**  
**Servitudes de protection des sites et monuments naturels**

*Textes de réglementation générale*

---

- Code de l'Environnement – Articles L341-1 à L341-22,
- Code de l'Urbanisme, articles L. 421-1, R111-42, R425-30 et R425-17.

*Limitation au droit d'utiliser le sol*

---

- Consultation du service chargé des sites dans tous les cas visés par les dispositions du Code de l'Environnement sus-citées, en particulier :
  - Les sites classés ne peuvent être détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale du ministre chargé des sites (Art. L341-10).
  - Les sites inscrits ne peuvent, sous réserve de l'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et de l'entretien normal en ce qui concerne les constructions, faire l'objet de travaux sans avoir avisé l'administration de l'intention (Art. L341-1).
- Le camping pratiqué isolément, la création de terrains de camping, de stationnement de caravanes, ainsi que le stationnement isolé des caravanes sont interdits sauf dérogation accordée par l'autorité compétente. (Code de l'Urbanisme – Art. R111-42)

*Personne ou service à consulter*

---

- Monsieur l'architecte des bâtiments de France, 41 avenue Thiers, 06000 NICE

| Liste des sites et monuments naturels classés                 | Dates des textes réglementaires |
|---|---------------------------------|
| 1. Le château de Carros (cadastré C n° 41 à 46 ,52, 283, 284) | – 3 août 1925                   |

| Liste des sites et monuments naturels inscrits | Dates des textes réglementaires |
|--|---------------------------------|
| 1. Le village et ses abords                    | – 6 février 1967                |





## CARROS

### **AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX**

**Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) et des eaux minérales.**

#### Textes de réglementation générale

- Protection des eaux potables :
  - Code de la santé publique, articles L.1321-2 et R.1321-13.
- Protection des eaux minérales :
  - Code de l'urbanisme, articles L.126-1 ; R.126-1 et R.126-2 relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

- **Périmètre de protection immédiate :**
  - Il consiste en quatre périmètres immédiats constitués par les couvertures maçonnées des ouvrages de captage et les clôtures individuelles existantes.
  - La seule activité autorisée est le pompage d'eau pratiqué par la société du Canal de la Rive Droite du Var.

- **Périmètre de protection rapprochée :**

Il est délimité comme suit :

- Parcelles cadastrées E 2e feuille n° 350, 351, 352, 353, 354, 377 ; D 7ème feuille de la limite Sud Ouest jusqu'à la parcelle 936 ; Côté Var, côté Ouest de la route qui longe le Var.

Les servitude ci-après sont applicables aux parcelles de ce périmètre :

- La décharge de matériaux et l'exploitation de gravier sont interdites,
- l'activité de dépôt de produits polluants est interdite,
- tout nouvel ouvrage, prélèvement d'eau ou toute modification de puits existants, étrangers à la S.A. du canal de la Rive Droite du Var sont interdites Les produits utilisés par les industriels et les artisans sur tout le périmètre rapprochés seront stockés, quelquesoit le volume, conformément aux règles techniques relatives à la législation sur les établissements classés
- tout déversement de produits présentant un risques de pollution pour la nappe et les eaux superficielles est interdit,
- toute nouvelle construction devra être raccordée au réseau d'assainissement collectif. L'étanchéité du branchement sera vérifiée, avant la mise en service, sous contrôle des services de l'Agence régionale de santé,
- tout nouveau collecteur d'eaux usées fera l'objet d'une mise en oeuvre spécifique garantissant l'étanchéité. Des contrôle seront effectués sous le contrôle de l'Agence régionale de santé avant la mise en service.

**ARRIVÉ****03 SEP. 2012****D.D.T.M./S.T.E.M.**

## CARROS

AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) et des eaux minérales.

## – Périmètre de protection éloignée :

- Il comprend la plaine alluviale du pied des coteaux au côté Ouest de la route qui borde le Var. Il s'étend sur 900 m environ à l'amont de la bordure Nord du périmètre rapproché (voir plan annexé à l'acte déclaratif d'utilité publique du 8 août 1990 instituant la servitude)
- Les réglementations applicables dans ce périmètre, divisé en deux zones sont :
  - Zone A : zone industrielle : les activités restent réglementées par le cahier des charges en vigueur sur toute la zone industrielle.
  - Zone B : zone artisanale et agricole :
    - tout changement d'activité sur une parcelle fera l'objet d'une déclaration aux services de l'Agence régionale de santé (ARS),
    - un seul forage est utilisé par parcelle, le débit est limité à 5m<sup>3</sup>/h,
    - l'ouverture et le remblaiement d'excavation à ciel ouvert seront soumis à l'ARS, à l'exclusion des terrassements et remblaiements nécessaires aux créations de tranchées et des terrassements pour les fondations et l'implantation de bâtiments.

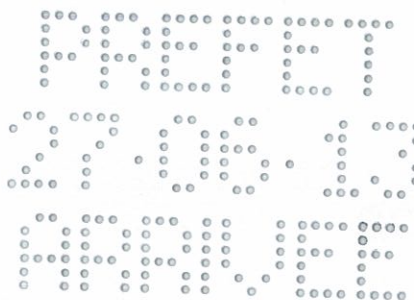
Personne ou Service à consulter

---

- Agence régionale de santé Paca  
Délégation territoriale des Alpes-Maritimes  
32, avenue François Béranger  
BP 175  
06704 Saint-Laurent-du-Var

| Désignation des points de prélèvement | Dates des DUP propres à chacun |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| – Champ de captages de la Manda       | – 8 août 1990                  |





## CARROS

### AS<sub>1</sub> - CONSERVATION DES EAUX

**Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) et des eaux minérales.**

#### Textes de réglementation générale

- Protection des eaux potables :
  - Code de la santé publique, articles L.1321-2 et R.1321-13.
- Protection des eaux minérales :
  - Code de l'urbanisme, articles L.126-1 ; R.126-1 et R.126-2 relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

- **Périmètre de protection immédiate :**
  - Il est constitué des parcelles cadastrées B n° 404, 405, 408, 650 à 654p, 656, 820 948, appartenant au Syndicat Intercommunal de l'Esteron et du Var Inférieurs.
  - Prescriptions :
    - Ces périmètres seront clôturés par une enceinte grillagée munie d'un portail d'accès. Les ouvrages de captage seront fermés par un dispositif à serrure ou à cadenas. Un débroussaillage régulier sera assuré à l'intérieur des clôtures.
    - Ce périmètre fera l'objet d'une signalisation spécifique mentionnant en particulier les interdictions de stationnement et de camping.
    - Toutes activités et faits autres que ceux nécessités par le service et l'entretien seront interdits, en particulier l'emploi de produits phytosanitaires et d'engrais.
    - Les bâtiments à usage de bureau ou de gardiennage du Syndicat sont autorisés sous réserve du raccordement sous double enveloppe aux réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales.
    - L'ancien canal d'irrigation présent sur le terrain devra être maintenu en bon état d'entretien afin d'assurer l'évacuation des eaux de ruissellement en provenance des coteaux.
    - Dans la partie Nord (parcelle n° 654), un fossé étanche de pied de coteau devra être réalisé avec évacuation vers le canal étanche de la zone industrielle.
    - Le thalweg dit « dei Ferrero » sera également canalisé par un caniveau bétonné vers le canal étanche de la zone industrielle.
- **Périmètre de protection rapprochée :**
  - Il est délimité comme suit :
    - **Zone A :** à l'Est et au Nord correspondant à un secteur de la zone industrielle limitée à l'Ouest par un canal. Parcelles cadastrées B n° 657 à 666, 668 à 680, 701 à 712, 724 (partie), 1054 ; D n° 1866, 1867 (en partie).
    - **Zone B :** au sud correspondant à l'extrémité nord de la zone artisanale. Parcelles cadastrées B n° 819, 949, 950 ; D n° 786 à 790, 2313 à 2320, 2328, 2332, 2632 à 2634.

ARRIVÉ

03 SEP. 2012

D.D.T.M./S.T.E.M.



## CARROS

AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

**Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) et des eaux minérales.**

- Prescriptions générales :
  - Dans ce périmètre toutes les installations ou activités pouvant influencer directement ou indirectement sur la qualité des eaux souterraines ou superficielles doivent être en conformité avec la réglementation en vigueur.
  - Les installations ou activités qui n'obéiraient pas à cette réglementation devront être mise en conformité.
  - Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques sont interdits.
  - Toute activité susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ou superficielles sera soumise à l'avis préalable du Conseil Départemental d'Hygiène.
- Prescriptions particulières :
  - Zone A – zone industrielle :
    - Sur ce secteur les installations sont soumises au cahier des charges de la zone industrielle.
    - L'utilisation de produits chimiques tels que chrome hexavalent, cyanure, arsenic est à proscrire sauf en cas de nécessité technique absolue et sous réserve d'une enquête des services de contrôle compétents,
    - Les huiles de vidanges ne devront en aucun cas être envoyées dans le collecteur de la zone industrielle,
    - Le brûlage de tous déchets industriels et autres est interdit,
    - Les eaux usées de lavage devront être préalablement dégraissées avant d'être envoyées à l'égout
    - Toute installation ou son exploitation présentant des dangers ou des inconvénients pour la santé publique notamment en ce qui concerne les eaux souterraines devra faire l'objet de mesures définies par les services compétents,
    - Tout rejet sur le sol naturel de quelque produit que ce soit est formellement interdit,
    - Toute installation sera raccordée au réseau d'eaux usées ou d'eaux pluviales existants. Le fonctionnement et l'entretien des réseaux concédés seront conformes aux prescriptions contenues dans le cahier des charges de concession,
    - Les réseaux d'eaux usées ou d'eaux pluviales non concédés feront l'objet en particulier d'un entretien régulier par les services en charge des ces réseaux afin d'éviter tout risque de pollution de la nappe phréatique.
    - Tout élevage et pacage d'animaux sont interdits à l'intérieur de ce périmètre,
    - Tout forage ou tout puits existant doit être signalé au SIEVI et tous nouveaux forages ou puits de prélèvement d'eaux souterraines sera soumis à autorisation.
  - Zone B – zone artisanale :
    - Tout projet pouvant présenter des risques de pollutions potentielles élevés (ateliers de traitement des métaux par bains électrolytiques, utilisant des solvants, stockages de surface ou souterrains) est interdit. Les produits utilisés par les industriels et les artisans seront stockés quel que soit le volume conformément aux règles techniques relatives à la législation sur les établissements classés.
    - Tout changement d'activité actuellement autorisé fera l'objet d'un avis du Conseil Départemental d'Hygiène.





## CARROS

### AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

**Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) et des eaux minérales.**

- Toute décharge de matériaux et toute exploitation du matériau alluvionnaires sont interdites.
- Tout déversement de produit présentant un risque de pollution pour la nappe et les eaux superficielles est interdit.
- Toute nouvelle construction devra être raccordée au réseau d'assainissement collectif. L'étanchéité du branchement sera vérifiée avant la mise en service et avant le remblaiement de la tranchée, procès verbal en sera adressé au service chargé du contrôle sanitaire.
- Tout nouveau collecteur d'eaux usées fera l'objet d'un contrôle d'étanchéité. Le procès verbal des essais sera adressé au service chargé du contrôle.
- Tout prélèvement d'eaux souterraines par forage et puits est interdit.

#### Personne ou Service à consulter

- Agence régionale de santé Paca  
Délégation territoriale des Alpes-Maritimes  
32, avenue François Béranger  
BP 175  
06704 Saint-Laurent-du-Var

| Désignation des points de prélèvement        | Dates des DUP propres à chacun |
|--|--------------------------------|
| – Captages d'eau potable des Plans de Carros | – 18 novembre 1997             |

**CARROS****AS<sub>1</sub> - CONSERVATION DES EAUX**

**Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (souterraines ou superficielles) et des eaux minérales.**

**Textes de réglementation générale**

- Protection des eaux potables :
  - Code de la santé publique, articles L.1321-2 et R.1321-13.
- Protection des eaux minérales :
  - Code de l'urbanisme, articles L.126-1 ; R.126-1 et R.126-2 relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

**Limitation au droit d'utiliser le sol**

- **Périmètre de protection éloignée :**
  - Seront soumis à enquête préalable : les projets de lotissement, l'ouverture de tranchée par pose de canalisation, l'ouverture de décharge, de carrière, les dépôts de produits chimiques ou d'hydrocarbures.

**Personne ou Service à consulter**

- Agence régionale de santé Paca  
Délégation territoriale des Alpes-Maritimes  
32, avenue François Béranger  
BP 175  
06704 Saint-Laurent-du-Var

| - Désignation des points de prélèvement                     | - Dates des DUP propres à chacun |
|---|----------------------------------|
| - Source de Fondeirasse, située sur la commune de Gattières | - 10 février 1969                |

**ARRIVÉ****03 SEP. 2012****D.D.T.M./S.T.E.M.**



# CARROS



## I<sub>3</sub> – GAZ

**Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz**

**Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur des terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes**

### Textes de réglementation générale

- Code de l'Energie, articles n° L.433-1, L. 433-5 à L. 433-11 et L. 433-18,
- Code de l'Environnement, articles n° L. 555-16 et L. 555-25 à L. 555-30 ; articles n° R. 555-30 à R. 555-36
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967,
- Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, article n° 11 à 19.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

- Obligation pour les propriétaires de réserver l'accès et le libre passage aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.
- L'exécution de travaux de terrassement, de forage, de fouilles, ou d'enfoncement susceptibles de causer des dommages à des conduites de transport ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1980.
- La pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir, à condition toutefois d'en avvertir l'exploitant (déclaration d'intention de travaux).
- Les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de la concession de distribution peuvent être, sur demande du concédant ou du concessionnaire, déclarés d'utilité publique par l'autorité administrative. Outre les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, la déclaration d'utilité publique confère au concessionnaire le droit :
  - d'établir à demeure des canalisations souterraines, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes,
  - de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des avaries aux ouvrages.
- Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres et d'occupation temporaire s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux.
- Outre les dispositions du code de l'urbanisme prévoyant l'interdiction par l'autorité compétente en matière d'urbanisme de l'ouverture ou de l'extension de tout type d'urbanisation à proximité de la canalisation, lorsqu'une canalisation de transport en service est susceptible de créer des risques, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes, les dispositions suivantes sont applicables :
  - Dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-39 du Code de l'Environnement (CE), la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du CE,
  - Dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du CE, l'ouverture ou l'extension d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite,

**ARRIVÉ**

**03 SEP. 2012**

**D.D.T.M./S.T.E.M.**



# CARROS

## I<sub>3</sub> – GAZ

**Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz**

**Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur des terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes**

- Dans les zones d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du CE, l'ouverture ou l'extension d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- Dans une bande de terrain appelée " bande étroite " ou " bande de servitudes fortes ", le titulaire de l'autorisation de construire et d'exploiter une ou plusieurs canalisations dont les travaux sont déclarés d'utilité publique est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.
- Dans une bande appelée " bande large " ou " bande de servitudes faibles ", dans laquelle sera incluse la bande étroite, le titulaire de l'autorisation de construire et d'exploiter une ou plusieurs canalisations dont les travaux sont déclarés d'utilité publique est autorisé à accéder en tout temps audit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations.
- La largeur des bandes de servitudes définies ci-dessus est fixée par la déclaration d'utilité publique, selon la demande du pétitionnaire, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres pour la " bande étroite " ou " bande de servitudes fortes ", ni dépasser 20 mètres pour la " bande étroite " et 40 mètres pour la " bande large " ou " bande de servitudes faibles ".
- Les servitudes grevant les bandes de servitudes définies ci-dessus s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux.
- Lorsque la profondeur réelle d'enfouissement de la canalisation le permet, en tenant compte du risque d'érosion des terrains traversés, la déclaration d'utilité publique peut fixer une profondeur maximale des pratiques culturales supérieure à 0,60 mètre mais ne dépassant pas un mètre, et permettre, dans les haies, vignes et vergers traversés, des plantations d'arbres et d'arbustes de basses tiges ne dépassant pas 2,70 mètres de hauteur.

Personne ou Service à consulter

- GRT GAZ  
Agence du Midi  
5, rue de Lyon  
13015 Marseille

| Désignation des canalisations   | Actes ayant institué les servitudes  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Canalisations de transport <ul style="list-style-type: none"> <li>• Artère de Provence et Côte-d'Azur – Canalisation Saint-Cézaire-sur-Siagne – Colomars Ø 400,</li> <li>• Antenne de Carros – La Manda Ø 200,</li> </ul> </li> <li>– Canalisations de distribution <ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes canalisations existantes.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Conventions amiables</li> <li>– Arrêté préfectoral</li> </ul> |

**ARRIVÉ**

03 SEP. 2012



## CARROS

### I4 - ELECTRICITE

**Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques  
servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres**

#### Textes de réglementation générale

- Code de l'Urbanisme, articles n° L.126-1 et R.126-1,
- Code de l'énergie, articles L.323-1 et suivants,
- Code de l'environnement, articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38
- Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée,
- Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié.

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

- Obligation pour les propriétaires de réserver l'accès et le libre passage aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.
- Obligation pour les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb de prévenir l'entreprise exploitante avant d'entreprendre tous travaux de clôture ou de construction.

#### Personne ou service à consulter

*Pour les lignes électriques à haute ou très haute tension (à partir de 50 kv):*

- RTE - TESE  
Groupe d'Exploitation Transport (GET) COTE D'AZUR  
Section Technique LINGOSTIÈRE-SAINT-ISIDORE  
BP 3247  
06205 NICE CEDEX 3

*Pour les lignes électriques à moyenne ou basse tension (inférieure à 50 kv) :*

- ERDF  
Direction territoriale des Alpes-Maritimes  
125 avenue de Brancolar  
06173 NICE CEDEX 2





# CARROS

## I<sub>4</sub> – ELECTRICITE

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques  
servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres

| Désignation des lignes  | Actes ayant institué les servitudes                                      |
|---|--|
| <b>a) Lignes à haute tension</b><br>– Ligne 400 kV 2 circuits    – Circuit n° 1 : Le Broc – Carros - Néoules<br>– Circuit n° 2 : Lingostière – Mougins - Trans<br>– Ligne 225 kV 2 circuits    – Circuit n° 1 : Le Broc – Carros – Camporosso - Menton<br>– Circuit n° 2 : Le Broc – Carros – La Trinité Victor<br>– Ligne 225 kV 2 circuits    – Circuit n° 1 : Le Broc – Carros – Lingostière<br>– Circuit n° 2 : Lingostière – Mougins – Trans<br><b>b) Lignes à moyenne et basse tension</b><br>– Toutes lignes aériennes et souterraines | – Convention amiable<br>– Arrêtés préfectoraux<br>– Arrêtés ministériels |



# CARROS

## PM<sub>1</sub> – RISQUES NATURELS

Servitudes résultant du Plan de prévention des risques naturels prévisibles  
d'incendies de forêt (PPR)

### *Textes de réglementation générale*

- Code de l'Environnement, articles L562-1 à L562-9,
- Code de l'Urbanisme, articles L126-1 et R126-1.

### *Étendue de la servitude*

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt ci-annexé et appelées « zones rouges » ou « zones bleues ».

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPR incendies de forêt, ci-annexé dans les zones rouges ou bleues :
  - zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
  - zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de prévention.
- Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

### *Personne ou service à consulter*

- Services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes  
Direction départementale des territoires et de la mer  
CADAM  
147 route de grenoble  
06286 Nice cedex 3

| Désignation de la servitude  | Actes ayant institué la servitude      |
|--|--|
| – Plan de prévention des risques d'incendies de forêt de la commune de Carros<br><br>Voir annexes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• plans de zonage du PPR</li> <li>• règlement du PPR</li> </ul> | – Arrêté préfectoral du 6 janvier 2014 |

# CARROS

**PM<sub>1</sub> – RISQUES NATURELS**

**Servitudes résultant du Plan de prévention des risques naturels prévisibles  
d'inondation (PPR)  
PPR inondation de la basse vallée du Var**

*Textes de réglementation générale*  
-----

- Code de l'Environnement, articles L562-1 à L562-9,
- Code de l'Urbanisme, articles L126-1 et R126-1.

*Étendue de la servitude*  
-----

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la Basse Vallée du Var ci-annexé n° 6A2 et appelées « zones rouges » ou « zones bleues ».

*Limitation au droit d'utiliser le sol*  
-----

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPR inondation de la Basse Vallée du Var, ci-annexé n° 6A2b dans les zones rouges ou bleues :
  - zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
  - zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de prévention.
- Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

*Personne ou service à consulter*  
-----

- Services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes  
Direction départementale des territoires et de la mer  
CADAM  
147 route de Grenoble  
06286 Nice cedex 3

| Désignation de la servitude   | Actes ayant institué la servitude   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan de prévention des risques d'inondation de la basse vallée du Var (commune de Carros).</li></ul> <p><i>Voir annexes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• plans de zonage du PPR inondation, ci-annexé n° 6A2a,</li><li>• règlement du PPR inondation, ci-annexé n° 6A2b.</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Arrêté préfectoral du 18 avril 2011</li></ul> |

# CARROS

## PM<sub>1</sub> — RISQUES NATURELS

**Servitudes résultant du Plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain et de séismes (PPR)**

### *Textes de réglementation générale*

- Code de l'Environnement, articles L562-1 à L562-9,
- Code de l'Urbanisme, articles L126-1 et R126-1.

### *Étendue de la servitude*

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain et de séismes ci-annexé n° 6A3 et appelées « zones rouges » ou « zones bleues ».

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPR mouvements de terrain et de séismes, ci-annexé n° 6A3b dans les zones rouges ou bleues :
  - zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
  - zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de prévention.
- Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

### *Personne ou service à consulter*

- Services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes  
Direction départementale des territoires et de la mer  
CADAM  
147 route de Grenoble  
06286 Nice cedex 3

| Désignation des servitudes   | Actes ayant institué les servitudes  |
|--|--------------------------------------|
| – Plan de prévention des risques de mouvements de terrain et de séismes de la commune de Carros<br><br><i>voir annexes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plans de zonage du PPR mouvements de terrain et de séismes, ci-annexé 6A3a,</li> <li>• règlement du PPR mouvements de terrain et de séismes, ci-annexé n° 6A3b.</li> </ul> | – Arrêté préfectoral du 21 juin 2001 |



# CARROS

## PM<sub>3</sub> – RISQUES TECHNOLOGIQUES

**Servitudes résultant du plan de prévention des risques technologiques (PPRT)  
lié à l'établissement PRIMAGAZ**

### Textes de réglementation générale

- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003,
- Décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005,
- Code de l'Environnement, articles L515-8, L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50,
- Code de l'Urbanisme, articles L126-1 et R126-1.

### Étendue de la servitude

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques technologiques ci-annexé et appelées « zones rouges » ou « zones bleues ».

### Limitation au droit d'utiliser le sol

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPR technologiques dans les zones rouges ou bleues :
  - zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
  - zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées.
- Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

### Personne ou service à consulter

- Services de l'État dans les Alpes-Maritimes  
Direction départementale des territoires et de la mer  
CADAM / SER Pôle Risques Naturels et Technologiques  
147 Boulevard du Mercantour  
06286 Nice cedex 3

|   | Désignation des servitudes   | Actes ayant institué les servitudes       |
|---|--|---|
| – | Plan de prévention des risques technologiques de la commune de Carros.   |   |
|   | <i>Voir annexes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plans de zonage du PPRT</li> <li>• règlement du PPRT</li> </ul> | – Arrêté préfectoral du 21 septembre 2015 |



## CARROS

### PT<sub>2</sub> – TELECOMMUNICATIONS

**Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État.**

#### *Textes de réglementation générale*

---

- Code des postes et télécommunications électroniques, articles L. 54 à L. 56; R.21 à R.26.

#### *Étendue de la servitude*

---

- Une zone secondaire de dégagement de 150 m de long sur 25 m de large est définie à la station dans l'azimut 334°30' en direction du centre radioélectrique de Tourette-du-Château / Mont Lion.  
Ses limites sont figurées en noir sur le plan n° fhsni01234 de juillet 1989 annexé au décret instituant la servitude.

#### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

---

- Dans la zone secondaire de dégagement, il est interdit, sauf autorisation du Premier Ministre ou du Ministre délégué par lui à cet effet, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède 10 m par rapport au niveau du sol.

#### *Personne ou service à consulter*

---

FRANCE TELECOM  
GA/FH T/VA FH  
9, bd François Grosso  
BP 113  
06000 NICE

| Désignation des centres radioélectriques                               | Actes ayant institué les servitudes |
|--|-------------------------------------|
| – Centre de Carros / Place Antoine Colmars<br>numéro ANFR : 0060220084 | – Décret du 14/10/92                |

# CARROS

## PT<sub>3</sub> – TELECOMMUNICATIONS

**Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques)**

### Textes de réglementation générale

- Code des postes et des télécommunications électroniques , art. L. 45-1 et L. 48 ; R.20-55 à R.20-62

### Limitation au droit d'utiliser le sol

- En vue de permettre l'installation et l'exploitation de leurs équipements, les réseaux ouverts au public bénéficient de servitudes sur les propriétés privées :
  - sur et dans les parties des immeubles collectifs et des lotissements affectées à un usage commun, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
  - sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
  - au-dessus des propriétés privées dans la mesure où l'exploitant se borne à utiliser l'installation d'un tiers bénéficiant de servitudes sans compromettre, le cas échéant, la mission propre de service public confiée à ce tiers.
- Lorsque, pour l'étude, la réalisation et l'exploitation des installations, l'introduction des agents des exploitants autorisés dans les propriétés privées définies ci-dessus est nécessaire, elle est, à défaut d'accord amiable, autorisée par le président du tribunal de grande instance, statuant comme en matière de référé, qui s'assure que la présence des agents est nécessaire.
- L'installation des ouvrages ne peut faire obstacle au droit des propriétaires ou copropriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre des travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude.

### Personne ou service à consulter

- |  |    |  |
|--|----|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- France Telecom<br/>Unité intervention<br/>9, bd François Grosso<br/>06000 Nice</li> </ul> | et | <ul style="list-style-type: none"> <li>- France Telecom<br/>POLE DRDICT<br/>BP 153<br/>83007 Draguignan</li> </ul> |
|--|----|--|

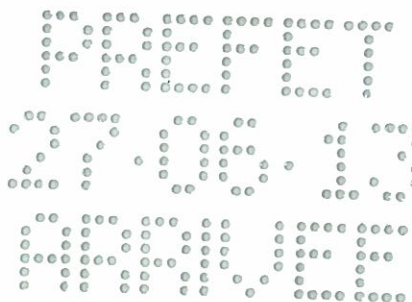
| Désignation des catégories de lignes et itinéraires   | Actes ayant institué les servitudes  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lignes à grande distance (câbles souterrains) :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous réseaux.</li> </ul> </li> <li>- Lignes aériennes et câbles souterrains de distribution :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous réseaux.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conventions amiables.</li> <li>- Arrêté préfectoral.</li> </ul> |

ARRIVÉ

03 SEP. 2012

D.D.T.M./S.T.E.M.





## CARROS

- T<sub>7</sub> – RELATIONS AERIENNES – Installations particulières**  
**Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne**  
**Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.**

### Textes de réglementation générale

- Code de l'Aviation Civile, articles R. 244-1; D. 244-1 à D. 244-4,
- Arrêté du 25 juillet 1990.

### Étendue de la Servitude

- La totalité du territoire communal.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

- Interdiction, sans autorisation spéciale préalable du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, de créer toute installation (constructions fixes ou mobiles, poteaux, pylônes et câbles à l'exception des lignes électriques) pouvant constituer des obstacles de grande hauteur, dépassant les altitudes suivantes :
  - en dehors des agglomérations, installations > 50m/sol TN
  - dans les agglomérations, installations > 100m/sol TN

### Personne ou Service à consulter

- Direction de la sécurité de l'aviation civile du Sud-Est  
Département surveillance et régulation  
1, rue Vincent Auriol  
13617 Aix-en-Provence
- &
- Région aérienne Sud  
Zone aérienne de défense Sud  
Section environnement aéronautique  
Base aérienne 701  
13661 Salon Air

